

Journal de 13 heures  
Hier [22 juin] à 19 h 30, le Conseil de sécurité  
de l'ONU a autorisé l'intervention française.  
Les rebelles du Front patriotique du Rwanda  
ont dit qu'ils s'y opposeraient par tous les  
moyens

Jean-Pierre Pernaut, Marine Jacquemin, Nahida Nakad, Catherine Jentile

TF1, 23 juin 1994

**En France, les organisations humanitaires sont divisées. Les politiques aussi.**

[Jean-Pierre Pernaut :] L'opération Turquoise a commencé. C'est le nom donné à l'intervention française au Rwanda après le feu vert hier soir [22 juin] des Nations unies. 200 parachutistes au moins se trouvent à la frontière du Rwanda où ils doivent entrer dès aujourd'hui. Avec eux, au téléphone, nos envoyés spéciaux Marine Jacquemin et Frans-Yves Marescot.

[Marine Jacquemin :] [Une carte du Zaïre indique la ville de Goma] La phase 1 de l'opération terminée, les paras et les commandos marines sont entrés en jeu cette nuit. Une reconnaissance de zone, dit-on, le long de la frontière zaïro-rwandaise [on voit des militaires filmés de nuit, vraisemblablement sur l'aéroport de Goma]. Leur colonne partie de Goma devrait arriver à Bukavu en début d'après-midi [diffusion d'une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre ; la ligne de front entre la zone contrôlée par l'armée gouvernementale et la zone contrôlée par le FPR est indiquée et une flèche partant de la ville de Goma vers la ville de Bukavu apparaît]. Parallèlement, une douzaine de Puma atterrira dans la soirée sur le même aéroport de Bukavu, une petite piste où l'on ne peut accéder par gros-porteurs, d'où la difficulté.

La phase 2 de l'opération Turquoise a donc commencé. Son but : protéger pour l'instant – et non évacuer – quelques milliers de réfugiés tutsi très menacés dans un stade de Cyangugu. Les militaires français devraient donc entrer au Rwanda demain matin et prendre position. Sauf rebondissement ou impondérable de dernière minute, cette opération se prolongerait quelques jours et la phase 3 pourrait alors commencer avec pour objectif l'extension des zones de sécurité. Mais cela, c'est une autre histoire [des images de gros-porteurs et de blindés militaires sont notamment diffusées].

[Jean-Pierre Pernaut :] Oui, vous verrez le reportage de Marine Jacquemin ce soir au journal de 20 heures. L'opération Turquoise devrait mobiliser en tout 2 500 hommes, une centaine de véhicules et quatre..., 40 avions. Objectif humanitaire, on vient de le rappeler, pour protéger dans un premier temps 8 000 Tutsi dans le Sud-Ouest du Rwanda. Ce qu'on sait de l'opération avec Nahida Nakad.

[Nahida Nakad :] Le ministère de la Défense hier après-midi [22 juin] : François Léotard et l'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées, expliquent l'opération Turquoise. Il est 17 heures [on voit François Léotard et Jacques Lanxade projeter un diaporama sur grand écran et le commenter]. À 19 h 30, le Conseil de sécurité de l'ONU autorise l'intervention française. Quelques minutes plus tard l'opération Turquoise commence. 2 500 hommes devront y participer, tous des soldats professionnels. 1 000 seront envoyés de France. 1 500, déjà postés en Afrique, sont acheminés en ce moment même vers le Zaïre [diffusion d'images d'archives de militaires français]. Ils viennent de Centrafrique, de Djibouti, du Gabon et de la Réunion. Ils seront postés à Kisangani au nord-est du Zaïre. Et surtout à Goma et à Bukavu à la frontière avec le Rwanda [diffusion d'une carte d'Afrique centrale ; deux flèches indiquent l'arrivée de soldats basés en Centrafrique et au Gabon vers le Rwanda]. Leur mission se porte dans un premier temps hors de la zone de combat. Elle devrait durer un mois. Elle aura un seul but : humanitaire.

Premier objectif : Cyangugu où plusieurs milliers de Tutsi, l'ethnie rebelle, seraient en danger de mort. 1 000 soldats français seront amenés à pénétrer en territoire rwandais [la même carte du Rwanda que celle projetée ci-avant est diffusée : elle indique les villes de Bukavu et de Cyangugu]. Une opération à risque puisqu'elle se fait sans l'appui clair des alliés de la France, la plupart des Européens ont refusé d'y participer. Seule l'Italie semble disposer à offrir 500 hommes. D'autres pays, notamment la Belgique et les États-Unis, sont prêts à fournir une aide logistique. Les soldats français devront rester au Rwanda en attendant le déploiement des Casques bleus, prévus pour la fin

du mois de juillet [diffusion d'images de véhicules blindés des Nations unies].

[Jean-Pierre Pernaut :] Depuis que la France a..., a lancé son intention d'intervenir, vous savez que les rebelles du Front patriotique du Rwanda – les Tutsi – ont dit qu'ils s'y opposeraient par tous les moyens. Ils reprochent à la France de soutenir le pouvoir en place. Pour eux, les soldats français sont des agresseurs. Écoutez le représentant en Europe du FPR que vient de rencontrer Patricia Allémonière.

[Jacques Bihozagara, "Représentant Front Patriotique Rwandais" : "Nous n'allons pas aller... à Cyangugu, donc, spécifiquement, pour aller combattre les forces françaises! Mais si nous devons y arriver, nous allons y aller. Et si elles sont là, nous allons les traiter comme... des envahisseurs! Donc autrement dit, euh..., leur... arrivée ne va pas changer notre stratégie militaire. Mais si nous devons nous rendre à Cyangugu et qu'ils se trouvent à Cyangugu, vous comprenez que... on va les affronter".]

[Jean-Pierre Pernaut :] En France également on a entendu de nombreux commentaires sur l'intervention de nos troupes. Les organisations humanitaires sont divisées. Les politiques aussi, et même au sein de la majorité. Réactions recueillies par Pierre li et Isabelle Torre.

[Isabelle Torre :] La décision de la France d'intervenir ce matin a été prise en commun accord par l'Élysée et Matignon après quelques dissensions, c'est vrai, sur le niveau d'intervention nécessaire. Pour certains députés à droite, il était urgent d'arrêter enfin le massacre [diffusion d'images de députés à l'Assemblée nationale].

[Pierre Lellouche, "Député R.P.R." : "Il faut être capable, si on s'appelle l'Europe, si on s'appelle la France de défendre les valeurs, euh, élémentaires qui sont ceux des droits de l'Homme. Les plus..., les plus basiques! On ne peut plus tolérer des génocides à côté de nous en faisant semblant que ça n'existe pas".]

D'autres, surtout à l'UDF, dont Valéry Giscard d'Estaing, sont plus réservés : difficile, pour eux, d'y aller seul.

[Alain Juppé, "Ministre des Affaires Etrangères" : "J'entends dire, euh..., ici ou là que nous sommes seuls. Nos partenaires européens – tous, sans exception! – ont fait savoir qu'ils approuvaient cette initiative".]

Restent quelques irréductibles, totalement contre.

[Jacques Baumel, "Député R.P.R." : "Faire une intervention dans un pays lointain, ravagé par des luttes tribales – ancestrales! –, et qui risquent fort de se développer malgré la présence de nos malheureux 2 000 soldats, est un risque terrible".]

Du côté des organisations humanitaires, deux lignes opposées.

[Bernard Granjon, "Président de Médecins du Monde" : "La seule perspective de cette intervention française a fait que nous ne pouvons plus aller au Rwanda. Dans le Sud, parce que notre prise de position a été jugée inconvenante par les troupes gouvernementales – ce que je trouve tout à fait logique. Dans le Nord, en zone FPR, parce que le FPR nous dit : 'Avec l'acutisation de la situation, nous ne pouvons plus assurer votre sécurité'".

Philippe Biberson, "Pdt Médecins sans Frontières" : "L'alternative, euh..., à..., à..., à ce qui se passe aujourd'hui, c'était rien, en gros. C'était attendre que, euh, le génocide s'accomplisse, qu'il se termine, qu'on laisse les gens tranquille. Et puis ensuite on aurait pu faire intervenir effectivement l'ONU : il aurait été trop tard, il n'y avait plus personne à sauver".]

Alors que le génocide continue, c'est peut-être plus l'heure aujourd'hui des militaires que celle des médecins.

[**Jean-Pierre Pernaut s'entretient à présent en plateau avec Régis Faucon.**]

**Jean-Pierre Pernaut** : Régis Faucon, la France a eu du mal à obtenir l'accord des Nations unies – à une voix seulement, ça s'est fait. Euh..., certes une opération humanitaire mais une opération à risque quand même ?

**Régis Faucon** : Oui, absolument. Une opération à..., à haut risque même, mais qui ne fait pas l'unanimité, on vient de..., de l'entendre. Risque militaire, risque politique. Même si tout cela, je crois, il faut bien le préciser, a été bien cadré : par l'ONU d'abord. Et par les Français eux-mêmes qui, euh, se sont fixés des limites. Des limites dans..., dans le temps : ceci ne devrait durer que deux mois en attendant l'arrivée – euh, hypothétique il est vrai –, euh, des Casques bleus de l'ONU. Et limitée aussi au..., au niveau des objectifs puisqu'il s'agit – on l'a dit, on l'a répété et c'est très important – de faire de l'humanitaire et de l'humanitaire seulement. Ce qui est vrai en revanche, c'est que, euh, les militaires français, clairement, ne savent pas très bien ce qu'ils vont, euh, trouver sur le terrain. Et là, on..., on tombe dans l'ambiguïté qui est souvent évoquée entre le militaire et l'humanitaire qui font pas toujours bon ménage. Souvenez-vous des questions qu'on s'est posé au moment de la Somalie. Et c'est vrai que ça nous interpelle de voir que les organisations humanitaires elles-mêmes ne..., ne sont pas d'accord. Il ne faut pas oublier aussi que les Français vont dans un pays, le Rwanda, où ils ne sont pas, euh, obligatoirement bien accueillis par, euh, par tout le monde. La France a un assez lourd passif dans cette région puisque, euh..., elle est souvent perçue comme ayant pris, euh, parti pour une ethnie, euh..., contre une autre. Même

si le gouvernement s'en défend bien sûr. Donc il y a – et c'est tout..., tout..., tout le paradoxe, toute la difficulté de cette opération –, il y a une grande méfiance de la part de l'ethnie que, justement, on se propose de sauver. Mais vous savez Jean-Pierre, je crois qu'à un moment, il faut savoir ce qu'on veut. On ne peut pas en même temps, euh..., crier au scandale parce qu'on n'intervient pas – souvenez-vous : "Que fait la communauté internationale devant, euh..., cet abominable génocide?" – et en même temps aujourd'hui faire la fine bouche alors qu'il y a une intervention.

**Jean-Pierre Pernaut :** Effectivement..., euh, Régis.

Comme l'opération Turquoise a commencé ce matin, il est donc important de rappeler brièvement quelle est la..., à quel point la situation est catastrophique au Rwanda. Des centaines de milliers de réfugiés, des centaines de milliers de morts. Un véritable génocide depuis plusieurs mois. Catherine Jentile.

[Catherine Jentile :] Les massacres ont commencé quelques heures après l'attentat qui a coûté la vie au numéro un rwandais. La garde présidentielle et les milices se déploient dans Kigali et assassinent des centaines de Tutsi et d'opposants hutu [diffusion de scènes de massacres datant du 9 avril 1994]. Deux jours plus tard, des parachutistes français et belges organisent le rapatriement des ressortissants étrangers [diffusion de scènes d'évacuation d'étrangers du 11 avril 1994]. Alors que les tueries se multiplient dans tout le pays, le Conseil de sécurité de l'ONU réduit de 2 700 à 270 le nombre de Casques bleus au Rwanda.

Il va falloir attendre presque un mois pour que la communauté internationale se ressaisisse. Un mois et un flot d'images quasiment insoutenables d'un génocide. Les organisations humanitaires résument en deux mots leur situation [plusieurs cadavres filmés dans différents endroits du pays illustrent le propos de la journaliste].

[Aalane Fereydoun, "Chef de mission Croix-Rouge" : "Complètement débordé et puis on est les seuls dans le pays pour le moment qui ont une présence. Il faut que les autres viennent!"]

Les 5 500 Casques bleus que l'ONU a finalement décidé d'envoyer sur place, justement, n'arrivent pas. Malgré les chiffres de l'horreur : 200 000, 300 000, 500 000 personnes auraient déjà été massacrées [on voit à l'image des gens grièvement blessés dans un hôpital de fortune].

Les camps aux frontières du pays sont rapidement surpeuplés, les conditions d'hygiène sont déplorables. Des milliers de Rwandais se jettent sur les routes de l'exode, les assassins d'hier se mêlant à leurs victimes pour échap-

per à l'avancée du FPR. C'est dans ce contexte que les Français ont pris l'initiative d'une intervention ponctuelle à caractère humanitaire, deux mois et demi après le début des massacres [diffusion d'images de camps de réfugiés et de scènes d'exode].

[Jean-Pierre Pernaut :] Voilà. Cette opération, l'opération Turquoise, a commencé aujourd'hui. Et les 200 premiers parachutistes français devraient rentrer sur le territoire rwandais avant ce soir.